

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-FARC-reaffirment-qu-ils-ne-negocieront-pas-avec-le-president-Uribe>

Les FARC réaffirment qu'ils ne négocieront pas avec le président Uribe

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 22 février 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont réaffirmé mardi dans un communiqué sur leur site Internet qu'elles ne négocieront pas d'échange humanitaire avec le gouvernement d'Alvaro Uribe.

Par l'Agence France-Presse

Bogota, mardi 21 février 2006

« La Colombie mérite la paix, mais Uribe représente tout le contraire : la guerre irrationnelle et l'incendie du pays », peut-on lire dans ce communiqué du secrétariat des FARC (instance dirigeante).

Le mouvement guérillero accuse l'état et le gouvernement de « mener une politique paramilitaire afin de conserver intactes les structures criminelles » des milices d'extrême droite qui poursuivent « leur politique d'assassinats sélectifs » contre les candidats d'opposition et soutiennent le président Uribe.

« Si ce gouvernement refuse la démilitarisation des municipalités de Pradera et Florida (sud-ouest) pour faire avancer un accord humanitaire sur les prisonniers, nous ne pensons pas qu'il acceptera de retirer les troupes des départements de Cauqueta et du Putumayo (sud), comme nouveau scénario de futures négociations de paix », poursuit le communiqué.

Dans une récente interview Raul Reyes avait déclaré que le président « Uribe est le principal obstacle à un échange humanitaire » et que « sous son gouvernement, il n'y aura aucune possibilité de parvenir à un échange car il a pris la décision de privilégier la guerre ».

La France, la Suisse et l'Espagne ont proposé le 13 décembre la création d'une zone démilitarisée sous contrôle international dans le sud-ouest de la Colombie pour négocier un tel accord humanitaire.

Les FARC, fortes de 17 000 hommes, réclament la libération de 500 guérilleros détenus en échange de 58 otages (bien 58 car l'un des otages est décédé), des personnalités militaires et politiques dont trois Américains et la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, 44 ans, l'ancienne candidate des Verts à la présidence colombienne, enlevée le 23 février 2002.

Début janvier, la guérilla avait déjà fait savoir qu'elle excluait un tel échange sous la présidence de M. Uribe, qui se présente en mai aux élections pour un deuxième mandat.